

Pau, le 13 octobre 2023

ARRETE N°AT-2023-1606

**LE MAIRE DE LA VILLE DE PAU**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2122-19, L.2122-20, L.2212-1, L.2212-2, L.2213-1 à L.2213-6 et R.2122-8 ;

Vu le Code de la Route et notamment les articles R.110-1 et suivants, R.412-30 et R.412-32 ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté municipal du 30 novembre 1932 réglementant la circulation et le stationnement des véhicules sur le territoire de la commune de Pau et les arrêtés modificatifs subséquents ;

Considérant les difficultés de circulation sur l'avenue de l'Europe aux heures de fortes densités de circulation, générées par l'insertion des véhicules au niveau du rond-point François Mitterrand en provenance de l'allée Catherine de Bourbon ;

Considérant qu'il convient de trouver une solution afin de fluidifier la circulation des véhicules ;

Considérant qu'il convient, dans l'intérêt de l'ordre et de la sécurité publics, de réglementer la circulation sur l'allée Catherine de Bourbon en instaurant un feu de signalisation jaune clignotant ;

**ARRETE :**

**ARTICLE 1<sup>er</sup>** – Le jeudi 19 octobre 2023, de 16h00 à 18h00, la circulation des véhicules est réglementée par un feu de signalisation jaune clignotant sur l'allée Catherine de Bourbon, implanté dans le sens sud-nord en amont du rond-point François Mitterrand.

**ARTICLE 2** – Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès la mise en place de la signalisation réglementaire par les Services Techniques Municipaux.

**ARTICLE 3** – Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux textes et règlements en vigueur.

**ARTICLE 4** – En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal administratif de Pau, soit par courrier (50 Cours Lyautey – BP 543 – 64010 PAU Cedex), soit par la plate-forme « [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) », dans un délai de deux mois à compter de sa publication sur le site internet de la commune.

**ARTICLE 5** – Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commissaire Divisionnaire de Police et le service de Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié sur le site internet de la commune.

Publié le **13 OCT. 2023**

  
Sandrine LISO  
Pour le Maire et par délégation  
La Cheffe du Service Occupation du Domaine Public